

Mali: Appel urgent pour une réponse multisectorielle à grande échelle aux populations en besoins d'assistance

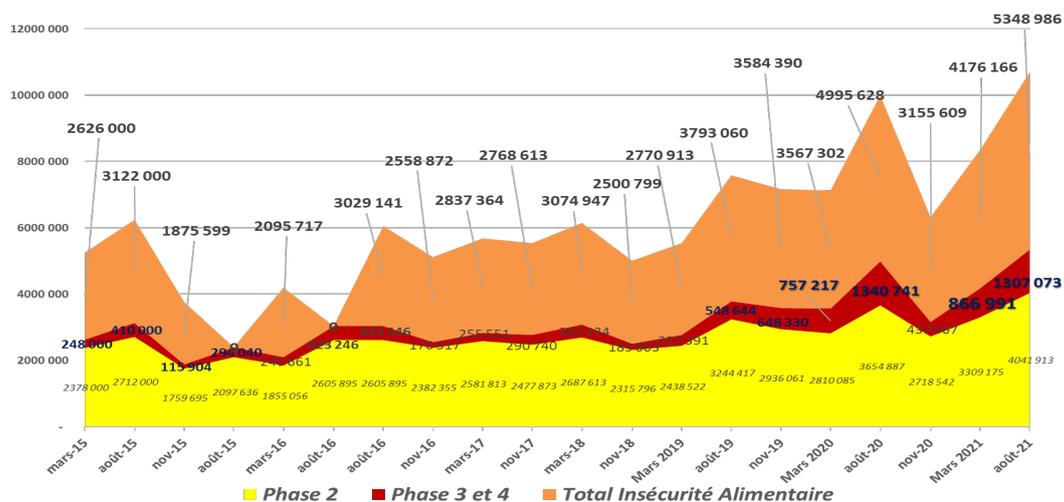
Photo: CAID Mali/Mahamane Sekou Elhadj

Note de Plaidoyer Conjoint
Clusters de Sécurité Alimentaire, Nutrition, Protection et WASH

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est chronique, avec des pics saisonniers alarmants

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est persistante au Mali, comme le montre l'analyse des données issues du Cadre Harmonisé (voir encadré 1), avec une dégradation accentuée de la situation ces trois dernières années, à la fois pour les populations sous pression et pour celles en crise alimentaire ou pire (urgence alimentaire/ famine).

Encadré 1 : Tendence croissante de l'insécurité alimentaire aigüe



Source : Cadre Harmonisé, Mars 2021

L'analyse Cadre Harmonisé de Mars 2021 indique que **866 990 personnes étaient en situation de crise alimentaire ou pire** (Mars – Mai). Si aucune action n'est entreprise, le caseload de la population en crise alimentaire et pire **atteindra plus de 1.3 millions de personnes en période de soudure (Juin – Août)**, soit 6,2 pourcents de la population Malienne. Ceci serait le niveau le plus haut d'insécurité alimentaire dans le pays depuis 2015.

Production agricole impacte les moyens d'existence et les prix aux marchés

Si la production agricole du Mali est restée stable à l'issue de la campagne agricole 2020-2021, dépassant 10,2 millions de tonnes (en baisse de 2 pourcents comparée la production de l'année dernière et en hausse de 9 pourcents comparée à la moyenne quinquennale), **l'insécurité rend difficile l'accès aux zones de production** et dégrade les moyens d'existence d'une partie de la population. Par exemple, **20 pourcents des localités de la région de Mopti sont touchées par une diminution de surfaces agricoles cultivées** en 2020, comparé aux années pré-conflit (2016, 2017). Cette situation affecte plus de 192 000 personnes dans la région (surtout dans les cercles de Bandiagara, de Bankass et Koro qui abritent les plus grandes populations de personnes déplacées internes).

Par ailleurs, le niveau des prix des principales céréales locales en Mai et Juin continue une tendance haussière observée les mois précédents. Ainsi, **les prix du maïs, du sorgho et du mil ont augmenté de 26%, 8,5% et 6%, par rapport à la moyenne quinquennale. Ceux de la viande ont haussé de plus de 15% à Sikasso et Ségou**¹. Cette flambée des denrées de base va réduire l'accès des plus vulnérables à la nourriture et exacerber l'insécurité alimentaire.

Déplacements des personnes

Cette insécurité engendre des augmentations du nombre de **personnes déplacées internes (PDI), avec 372 266²** enregistrées en avril 2021, dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Ménaka et Ségou essentiellement. Sur 129 sites évalués au mois d'avril, 99 pourcents des PDI interrogées déclarent que les **tensions intercommunautaires (65%) et les conflits armés (34%) sont la principale cause** de leur déplacement³. Ceux-ci ont des besoins multisectoriels (vivres, santé, eau, abris, protection, etc.), et sont souvent accueillis dans des zones déjà fragilisées et bénéficiant de services sociaux de base précaires. Ils viennent ainsi **accentuer la vulnérabilité des populations hôtes**. Dans les régions avec défi sécuritaire et où l'insécurité alimentaire est alarmante (surtout Mopti et Gao), un total de 2343 violations de droit a été enregistré depuis Janvier 2021⁴. Les atteintes au droit à la propriété (y compris les vols, les extorsions, les pillages, les incendies volontaires, etc.) sont les catégories de violation les plus importantes. Cette situation affecte les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des agriculteurs et éleveurs, ainsi que des commerçants.



Des taux de malnutrition alarmants

Conjugués aux effets de la Covid-19 qui contribuent à dégrader les moyens d'existence, les facteurs précités exacerbent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. La situation nutritionnelle est alarmante malgré les efforts entrepris : **un enfant sur 4 souffre toujours de malnutrition chronique et 10 pourcents des enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition aiguë⁵**, d'après les dernières enquêtes disponibles. Les enfants de moins de 2 ans sont les plus vulnérables à la malnutrition, en termes de mortalité mais aussi de morbidité, et la malnutrition infantile a des effets à long terme sur le développement physique et intellectuel des enfants concernés.

Les enfants en bas âge ne sont pas les seuls à souffrir de malnutrition : d'après l'enquête de la PAM « Fill the Nutrient Gap » réalisée en 2019, **20 pourcents des femmes enceintes ou allaitantes au Mali auraient une diversité alimentaire insuffisante**, une situation qui se dégrade en période de soudure et de pluies (juin-septembre) pour atteindre un gap de 40 pourcents⁶. Cela peut être dû à la dégradation de la sécurité alimentaire à cette période, mais aussi à d'autres facteurs associés : augmentation des cas de paludisme en saison pluvieuse, utilisation plus courante des sources d'eau non potables (eaux de surface), la pratique de la défécation à l'air libre, la gestion inappropriée des fèces, l'absence d'un point de lavage des mains et de savon, pouvant entraîner des diarrhées.

1 VAM, PAM – Juin 2021

2 DTM, Avril 2021

3 DTM, avril 2021

4 Cluster Protection, Rapport mensuel de monitoring de protection, mai 2021

5 SMART 2020

6 mVAM

La malnutrition et les maladies diarrhéiques

La diarrhée est une des principales causes de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. On estime que 50 pourcents de la sous-nutrition est due aux crises de diarrhée à répétition⁷. Aussi, le risque de mortalité est multiplié par dix en présence de maladie diarrhéique et de malnutrition aigüe sévère⁸. Une analyse des liens entre la malnutrition et des facteurs environnementaux au Mali à partir des données d'enquête MICS – 2015 confirme l'influence significative des conditions environnementales sur le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans. Cela justifie la **nécessité d'intégrer les interventions Eau-Hygiène-Assainissement (WASH) dans la lutte contre la malnutrition au Mali**, et de sélectionner des interventions WASH ambitieuses et complètes (transformatives) visant à interrompre l'ensemble des chaînes causales et à réduire le risque de contamination au minimum.

Crises de protection et besoins WASH

Au-delà de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les populations font également face à d'autres besoins sectoriels grandissants, comme la protection, l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.

La crise de protection au Mali affecte toutes les catégories de la population (hommes, femmes, filles, garçons) qui sont exposées de façon quotidienne à des **violations de leurs droits fondamentaux et à des atteintes répétées à leur dignité**. Mais cette crise impacte de manière plus forte les personnes les plus vulnérables (les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap) qui sont plus exposées à certains types d'abus et d'exploitation et font face à un risque plus accru de ne pas accéder à une assistance humanitaire. Pour les besoins de **WASH, le HNO⁹ estime à 2,2 millions de personnes en besoin d'assistance**, y compris le paquet minimum d'urgence, en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de résilience à travers la réhabilitation/construction d'infrastructures dans les zones affectées¹⁰.

Appel pour une forte réponse multisectorielle pluriannuelle

Dans le Sahel en général, y compris au Mali, une réponse alimentaire saisonnière est apportée aux ménages vulnérables en période de soudure pour faire face à l'épuisement des stocks alimentaires et à la dégradation de la situation alimentaire des ménages. Depuis le début de la crise, tenant compte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, une réponse urgente en période de soudure¹¹ de type *blanket feeding* a été mise en place pour venir en appui à ces communautés vulnérables. Cela se justifie par le fait qu'une réponse uniquement énergétique est insuffisante pour satisfaire aux besoins des populations, en particulier les plus vulnérables, comme les enfants de moins de 2 ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Cependant, au regard de la profondeur de la crise dans le pays, **ces réponses d'urgence et en silo sectoriel chez la plupart des acteurs ne sont plus suffisantes**. Il s'avère nécessaire de travailler à mettre en place des **programmes intégrés pluriannuels** pour reconstruire progressivement les capacités des ménages affectés par les crises multiples et complexes.

Des actions additionnelles qui prennent en compte le relèvement précoce et la consolidation des actions de résilience sont requises pour définitivement donner les moyens aux ménages d'améliorer leur statut alimentaire et nutritionnel.

Ces actions devraient porter sur la combinaison de :

-  Amélioration de la production agropastorale et halieutique ;
-  Accès aux sources de nourriture et revenus ;
-  Renforcement et diversification des sources de revenus ;
-  Renforcement des bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles ;
-  Amélioration des infrastructures d'alimentation en eau dans les communautés ;
-  Changement des comportements pour la fin de la défécation à l'air libre et un environnement sain.

7 Walker C et al. (2013) "Global burden of childhood pneumonia and diarrhea"

8 Black et al. (2008) "Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences"

9 Humanitarian Needs Overview

10 HNO, 2021

11 En complémentarité des programmes de détection précoce, prise en charge et prévention de la malnutrition.



Photo: CAID Mali/Mahamane Sékou Elhadj

Cela devrait se faire en assurant aux groupes les plus vulnérables une **meilleure protection sociale**. Sur le plan nutritionnel, des interventions combinées visant le **changement social et comportemental** (y compris au niveau communautaire) et comprenant une **supplémentation** sous diverses formes sont nécessaires. Ces interventions en sécurité alimentaire et nutrition devraient être mise en place non seulement en réponse d'urgence (réponse soudure, personnes déplacées internes), mais aussi dans une optique de protection sociale pour les ménages les plus vulnérables.

Des avancées importantes ont déjà été faites dans cette direction : sur un plan plus opérationnel et dans un contexte de faibles financements au regard des besoins, l'expérience du programme PAM – UNICEF montre qu'il est possible de faire des économies d'échelle (y compris sur les aspects logistiques) dans les réponses multisectorielles et multi-acteurs. Cet exemple innovant de collaboration porte sur :

- **Le ciblage des ménages** en insécurité alimentaire permettant de cibler une partie des ménages les plus vulnérables sur le plan nutritionnel (nombre de ménages en insécurité alimentaire du Cadre Harmonisé avec un nombre de FEFA et d'enfants de moins de 2 ans correspondant).
- **Le renforcement** du lien avec les programmes de sécurité alimentaire et nutrition existants, notamment au niveau des structures communautaires (groupe de soutien aux activités de nutrition, relais et agents de santé communautaire) et les programmes de résilience.

Proposition d'actions WASH et Protection à intégrer dans le paquet de base sécurité alimentaire et nutrition (ci-dessus)

Cette expérience pourrait servir de base à une mise à l'échelle de ce programme, à la fois en termes de cibles et d'activités, notamment par **l'élargissement du paquet d'intervention** à d'autres actions clefs pour l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit notamment de la Protection et de la WASH communautaire.

Protection :

- ↳ Prise en charge psychosociale des personnes affectées par les conflits afin de leur permettre de retrouver plus rapidement un fonctionnement normal.
- ↳ Appui alimentaire aux populations les plus à risque de recourir aux mécanismes d'adaptation négatifs comme les mariages précoces, l'exploitation sexuelle et ou économique, le travail des enfants ou encore l'intégration des groupes armés non étatiques pour des raisons économiques.
- ↳ Le suivi commun nutrition-protection des cas de malnutrition liés à des problèmes de protection (ex : négligence des enfants).

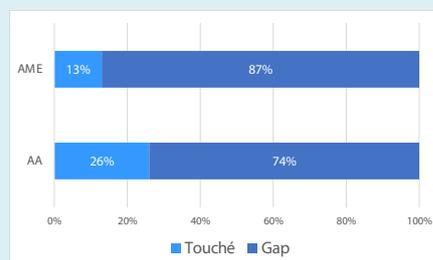
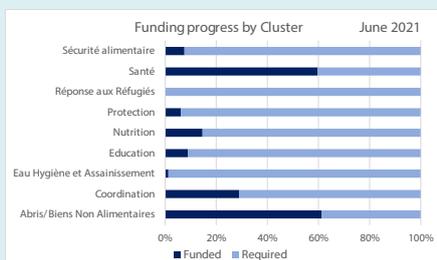
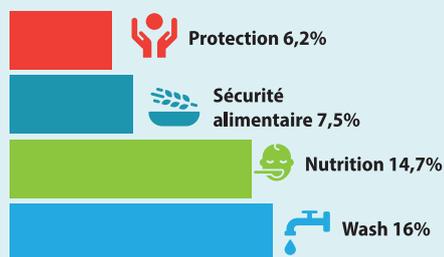
Wash Communautaire :

- ↳ Construction/ réhabilitation d'infrastructures d'alimentation en eau
- ↳ Sensibilisation et promotion de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) avec changement de comportement.

Une réponse timide des acteurs en dépit des énormes besoins

Les besoins de financements pour la réponse humanitaire tous secteurs confondus du Mali s'élève à **USD 563,3 millions**¹². **En Juin 2021, seulement 18,4 pourcents de ce financement étaient acquis**, soit USD 103,4 millions¹³. Si ce niveau de financement est bas, il est encore pire pour les secteurs clés de la sécurité alimentaire, nutrition, protection et WASH, quand nous faisons une analyse détaillée des données disponibles.

Financements jusqu'à Juin 2021:



Effets du sous-financement

Le faible niveau de financement de ces secteurs pèsera très négativement sur la qualité de la réponse aux besoins aigus en 2021. Pire, le financement des actions d'appui aux secteurs structurels sont encore plus bas, comme le corroborent les données de suivi de la réponse à travers la matrice 5W du Cluster Sécurité Alimentaire^{14, 15}. A fin Mai 2021, **seuls 26 pourcents de la population ciblé pour l'assistance alimentaire étaient touchés**, contre seulement **22 pourcents pour la population ciblé de l'appui aux moyens d'existence et de la résilience** (encadré 4).

Cette situation critique du faible niveau de réponse appelle plusieurs actions fortes pour poursuivre la mobilisation des ressources, mais également d'ajustement des modalités d'intervention des acteurs pour une meilleure efficacité et efficience des ressources.

Prochaines étapes à suivre

- Développer des interventions de sécurité alimentaire combinant l'assistance alimentaire et les actions de relèvement précoce et de résilience fondées sur le renforcement des activités agrosylvopastorales et halieutiques, le renforcement et la diversification des revenus en s'appuyant sur les organisations paysannes et les structures communautaires locales.
- Assurer une **meilleure coordination pour des réponses complémentaires et conjointes** sous le leadership de l'Etat : le comité de suivi du Plan National de Réponses (PNR) et l'opérationnalisation du plan d'action multisectoriel de la nutrition (2021-2025) sont des opportunités à court terme.
- **Elargir le modèle de collaboration PAM – UNICEF** à d'autres cibles et d'autres secteurs : accroître le paquet de services qui contribuent à diminuer la malnutrition, cibler les ménages vulnérables en dehors de la seule réponse assistance alimentaire pendant la soudure.
- Intégrer systématiquement **la prévention de la malnutrition** à travers notamment la promotion des bonnes pratiques d'alimentation du jeune enfant et du nourrisson, l'accompagnement des mères adolescentes et la sensibilisation à l'hygiène et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la mise en œuvre des interventions intégrées pour le renforcement de la résilience.
- **Renforcer la disponibilité des données sectorielles** fiables pour guider la coordination des interventions multisectorielles et intersectorielles : assurer la participation forte de l'ensemble des secteurs clés au suivi du plan d'action multisectoriel de la nutrition (PAMN) 2021-2025, à la mise à jour annuelle et au suivi du PNR.
- Renforcer **l'engagement des acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition à la centralité de la « protection »** via le développement de projets d'assistance, incluant la protection et/ou de projets multisectoriels recourant à la modalité "Multi-purpose cash-based assistance" (MPCA) et prenant en compte les éléments de protection.

12 HRP 2021

13 FTS, 22 Juin 2021

14 Idem

15 La matrice 5W du cluster sécurité alimentaire capture les réponses à travers les projets HRP et non HRP des membres sur les objectifs « assistance alimentaire » et « appui aux moyens d'existence ».